

Vers une plateforme panafricaine des organisations paysannes



►Entretien de la rédaction avec Mamadou Cissokho.

Mamadou Cissokho est le président d'honneur du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa).

Consultez la version longue de cette interview en ligne : www.inter-reseaux.org

GRAIN DE SEL : Pouvez vous présenter la plateforme panafricaine des organisations paysannes ?

MAMADOU CISSOKHO : La Plateforme panafricaine des organisations paysannes n'existe pas encore officiellement, elle est en cours de création. Elle fait suite au processus de structuration des organisations paysannes (OP) en Afrique, qui a débuté avec la naissance du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) et d'autres réseaux dans les régions africaines — la Fédération des agriculteurs est africains (EAFV), la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique Centrale (Propac), la Confédération des syndicats agricoles d'Afrique Australe (Sacau) et l'Union maghrébine des agriculteurs (Umagri).

Quand les chefs d'État ont lancé le Nepad (le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, avec l'intégration d'un volet agriculture, le Cadep), le Roppa s'est mobilisé afin que les réseaux régionaux d'OP puissent être impliqués dans ce programme. Avec l'appui du Fida, les leaders des 4 OP régionales subsahariennes ont ainsi pu, pour la première fois, travailler ensemble sur ce programme.

Nous nous sommes également mobilisés ensemble sur les négociations des APE : chaque région a conduit une étude sur l'impact potentiel des APE, puis nous avons fait une synthèse et des recommandations. Nous ne sommes pas opposés à un partenariat avec l'Europe, mais la manière dont le projet était conçu ne nous convenait pas. La partie est très déséquilibrée : d'un côté l'Europe, unie, avec des dizaines d'années de structuration économique et de

politique agricole commune, et un projet d'ouverture de son marché régional très fluide; de l'autre des régions comme l'Afrique de l'Ouest, qui vient d'établir sa politique agricole et qui commence juste à construire son marché régional, à qui l'on demande d'ouvrir son marché en quelques années!

Réunis à Addis Abeba en 2008, les leaders des 4 réseaux régionaux d'OP au Sud du Sahara ont décidé de mettre en œuvre un processus devant aboutir à la construction d'un réseau continental. Il a fallu pour cela être solidaires, dépasser les divergences pour se concentrer sur les questions qui touchent à nos métiers d'agriculteurs, de pêcheurs et d'éleveurs. J'ai été désigné facilitateur pour la construction de cette plateforme, et l'une de mes tâches principales a été de rallier l'Umagri à notre cause. Elle s'est finalement jointe à nous comme futur membre fondateur.

La plateforme panafricaine des paysans souhaite être une interface au sein de l'Union Africaine : il existe déjà des réseaux continentaux de syndicats, d'ONG, de femmes, mais pas encore de plateforme paysanne continentale. Nous espérons aboutir à la création officielle de cette plateforme d'ici avril 2010.

GDS : Quelles sont actuellement les activités de la plateforme ?

MC : Pour avancer ensemble, nous travaillons sur des sujets importants à l'occasion de forums continentaux, portés chacun par une région. L'Afrique de l'Est a déjà organisé un forum sur la compréhension du Cadep l'an dernier au Rwanda. Le Roppa, accompagné du Cilss, de la Cedeao et de la FAO, a prévu d'organiser en novembre ou décembre un forum sur la souveraineté alimentaire portée par l'agriculture familiale dans le contexte du changement climatique. Les représentants des différentes régions y seront invités. L'Afrique centrale a proposé l'accès au financement de l'agriculture familiale, et au niveau du Maghreb, une proposition sur l'entreprénariat des femmes a été faite.

Parallèlement, nous restons ensemble dans tous les débats : la mobilisation sur les APE n'est pas terminée et, en ce qui concerne les négociations à l'OMC, les réseaux iront ensemble porter leur voix lors de la prochaine rencontre prévue en novembre.

GDS : Qu'est-ce qui fédère ces différents réseaux au niveau continental ?

MC : Globalement, nous sommes d'accord sur le fait que nous devons pouvoir vivre de nos métiers et que pour cela nous devons avoir des prix rémunérateurs dans la durée. Sur ce point, tous les paysans du mon-



© Patrick Delmas

L'Afrique subsaharienne arrivera-t-elle à nourrir ses habitants ?

DE NOMBREUX OUVRAGES et colloques traitent des problèmes cruciaux de l'alimentation de la population mondiale, de la nécessité de consacrer plus d'attention à cet enjeu majeur et donc de faire du développement agricole une priorité, en particulier en Afrique. Un point de vue sur ce sujet pour continuer le débat...

de sont unanimes. Tout le monde reconnaît aussi l'importance de l'agriculture familiale, car dans la majeure partie de l'Afrique, ce sont des familles qui produisent.

Nous nous posons la question de savoir quelle devra être l'agriculture africaine de demain. L'Afrique est un continent de petites agricultures familiales, attachées à produire une bonne partie de leur alimentation, mais qui apportent aussi, dans une région comme l'Afrique de l'Ouest, 33 % du PIB régional : on ne peut donc pas les mettre au rebut...

Nous sommes également d'accord et fiers de fournir nos régions en produits alimentaires, mais aussi d'exporter. Pour cela nous pensons que le marché ne s'écrit pas au singulier mais au pluriel. Exporter ne signifie par uniquement expédier des produits vers l'Europe, les États-Unis ou la Chine : quand le Sénégal envoie des produits au Ghana, c'est déjà de l'exportation. Nous pensons enfin qu'il y a en Afrique d'importantes pistes de marchés à structurer : les marchés doivent être construits avec des mécanismes, des règles sur la circulation des produits, leur qualité. Nous avons déjà fait des demandes à ce sujet aux autorités.

Il est cependant difficile de trouver des accords à 100 % sur tous les sujets. Cela dit, il n'y a pas de réelles divergences entre les réseaux, mais plutôt des réalités et des intérêts différents.

Dans la construction continentale, nous sommes dans un processus fondé sur la solidarité dans l'autonomie (principe de subsidiarité). À l'échelle continentale, il est évidemment impossible de traiter toutes les questions : certaines relèvent du niveau local ou national, et il est important de respecter l'autonomie des pays, pour ne se focaliser que sur les questions transversales concernant tous les pays, comme les négociations à l'OMC, ou encore le taux élevé des crédits, le coût de l'énergie, le transport, les infrastructures...

Si nous arrivons à nous battre ensemble pour régler ces problèmes majeurs, le reste sera du détail. Nos partenaires doivent aussi comprendre qu'il faut qu'ils travaillent au renforcement de ces processus, qu'aujourd'hui la structuration aux niveaux national, régional et continental est un enjeu primordial pour les paysans. ■

► Jean Claude Devèze (j.c.deveze@free.fr) est membre fondateur d'Inter-réseaux, secrétaire général d'Inter-réseaux et directeur de la publication de *Grain de sel*.

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE est la région du monde où la part de la population agricole est, en proportion, la plus importante (près des deux tiers), mais où la ration alimentaire par personne est la plus faible en calories (2 392 kcalories/j/hab, alors que les pays de l'OCDE sont à 3 900 kcalories/j/hab) ainsi qu'en protéides et en lipides. C'est aussi la région où la population devrait augmenter le plus fortement, passant de 700 millions en 2003 à 1,6 milliard en 2050. Pour faire face à la fois à cette augmentation de population et à une amélioration de la ration alimentaire à un niveau correct de 3 000 kcalories/j/hab, la production agricole devrait être triplée d'ici à 2050. Alors que les leaders paysans africains militent pour conquérir leur souveraineté alimentaire, des travaux de prospective mettent en doute la capacité des agricultures subsahariennes à mieux nourrir leur population dans les prochaines décennies.

Ainsi deux scénarios ont été élaborés par la prospective *Agrimonde*¹, conduite par le Cirad et l'Inra. Dans un premier scénario, la croissance économique est privilégiée aux dépens de l'environnement et, dans un deuxième scénario la recherche d'un développement durable (utilisation de moins d'engrais que dans le premier) et d'une diminution des pertes le long de la chaîne alimentaire de la récolte à la consommation sont mises en avant.

Dans les deux hypothèses, l'Afrique subsaharienne en 2050 serait en déficit alimentaire, mais de façon plus importante dans le deuxième scénario.

Par rapport aux autres régions du monde, l'Afrique subsaharienne, comme l'Amérique latine, se caractérise par des surfaces cultivables importantes encore disponibles et par des surfaces irriguées faibles. ➔

Hypothèses Agrimonde pour l'Afrique au sud du Sahara

1. voir Kiosque du *Grain de sel* n° 45.

Afrique Sud Sahara	Situation 2003	1er scénario 2050	2e scénario 2050
Population	0,7 milliard	1,66 milliard	1,66 milliard
Surfaces cultivées (millions d'ha)	202	303	339
Pâtures (millions d'ha)	783	1 161	691
Rendements végétaux (kcalorie/jour/ha)	9 582	23 133	11 750